

**ARRÊTÉ MUNICIPAL VALANT AUTORISATION TEMPORAIRE DE CIRCULATION ET DE  
STATIONNEMENT AU BENEFICE DES SERVICES DE L'ETAT  
RUE MAURICE FONVIEILLE  
RUE BARREE**

**Le mercredi 19 mars 2025 de 13h à 00h00**

Le Maire de la commune de Pibrac,

VU l'article R.610-5 du Code Pénal,

VU l'article L.511-1 du Code de la Sécurité Intérieure,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-1 à L.2212-5,

VU le Code de la Route, et notamment l'article L.411-1, les articles R.110-1, R.110-2, R.411-2 à R.411-28, R.412-7 à R.412-33, le R.417-3 et l'article R.417-10,

VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L.113-1 et R.113-1,

VU la loi 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des communes et des régions,

VU la loi 82-623 du 22 Juillet 1982,

VU la loi 83-8 du 7 Janvier 1983, modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

VU l'arrêté interministériel modifié du 24 Novembre 1967, portant instruction générale sur la signalisation routière,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 Novembre 1992,

VU l'arrêté ministériel du 31 Juillet 2002 modifiant les conditions de mise en œuvre de la signalisation routière,

VU la délibération du Conseil Municipal du 20 Novembre 2020 fixant le montant des droits de place,

VU l'état des lieux,

**Considérant** la demande des services de l'Etat pour le mercredi 19 mars 2025 de 13h00 à 00h00, afin de préserver le bon ordre et la sécurité publique.

**ARRÊTÉ**

**ARTICLE 1 : Autorisation**

Le permissionnaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande : préservation du bon ordre et de la sécurité publique.

Le stationnement est interdit et réservé aux personnes autorisées par le bénéficiaire pendant pour le mercredi 19 mars 2025 de 13h00 à 00h00.

A charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants :

**ARTICLE 2 : Prescriptions Techniques particulières**

Les bénéficiaires et intervenants devront laisser le domaine public en bon état de propreté à la fin de l'intervention. Les permissionnaires est autorisé à occuper les lieux pour tout acte qu'il jugé utile. Celui-ci devra s'assurer que l'usage de ses installations répondent aux conditions exigées par la législation en vigueur. Les lieux devront être remis dans leur état d'origine à la fin de l'intervention.

**ARTICLE 3 : Implantation et Sécurité**

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du présent arrêté.

Les bénéficiaires veillent à conserver le domaine public en parfait état de propreté pendant toute la période d'occupation. En cas de détérioration, dégradation, salissures ou autres constatées, il sera fait procéder aux travaux de remise en état aux frais exclusifs des bénéficiaires.

**ARTICLE 4 : Responsabilités**

Le titulaire de l'autorisation est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge des bénéficiaires et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 5 : Validité et renouvellement de l'arrêté**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée d'un jour à compter du mercredi 19 mars 2025.

En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non-renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, un procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

**ARTICLE 6 : Voie de recours**

Conformément aux articles R.421-1 à R.421-7 du Code de Justice Administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

**ARTICLE 7 : Publicité de l'arrêté**

Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur en tout lieu qui sera jugé utile.

**ARTICLE 8 : Exécution**

Le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Haute-Garonne, le responsable de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 9 : Ampliation est faite à :**

- Monsieur le Commandant du Groupement de Gendarmerie de la Haute-Garonne,
- Le service de la Police Municipale de Pibrac,
- Les services techniques de la commune,
- Le SDIS 31,

Fait à Pibrac le 04.03.2025

Par délégation

4<sup>ème</sup> adjointe Déléguée aux déplacements doux, à la voirie,  
à la tranquillité publique et aux réseaux,

Brigitte HILLAT



Acte rendu exécutoire après publication du : 13-03-2025